

*Projet présenté par les députés :*

*M<sup>mes</sup> et MM. Eric Stauffer, Claude Jeanneret, Jean-François Girardet, Pascal Spuhler, Sandro Pistis, Henry Rappaz, Dominique Rolle, Fabien Delaloye, André Python, Guillaume Sauty, Olivier Sauty, Jean-Marie Voumard, Florian Gander, Marie-Thérèse Engelberts, Antoine Bertschy et Patrick Lussi*

*Date de dépôt : 24 mars 2010*

## **Proposition de motion**

### **Quai 9 ou la honte des Genevois !**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que le centre d'injection de drogue « Quai 9 » ne remplit plus sa mission de soin et de prévention pour les toxicomanes locaux;
- que nous avons appris que le responsable de la buvette a été arrêté la semaine dernière pour trafic d'héroïne !
- que 80% des toxicomanes qui utilisent la structure du « Quai 9 » proviennent de la France et ne sont pas des résidents;
- que les instructions de service données à la police et à la brigade des stupéfiants sont de ne pas intervenir pour interpeller les dealers et toxicomanes à proximité du « Quai 9 »;
- que les toxicomanes étrangers en provenance de France ne viennent à Genève que pour acheter et consommer de la drogue;
- que le « Quai 9 » est devenu un haut lieu du trafic de drogue à Genève;
- que l'émission *Enquêtes exclusives* diffusée sur M6 a fait une publicité (12 millions d'auditeurs) dans tout l'hexagone et provoque ainsi un afflux massif de toxicomanes étrangers;
- que par cette structure Genève a développé un « tourisme » de la drogue;
- que d'autres solutions sont envisageables pour les toxicomanes locaux,

invite le Conseil d'Etat

- à fermer la structure du « Quai 9 » sans délai;
- à renforcer le dispositif policier aux abords de la gare pour endiguer le « tourisme » de la drogue;
- à ouvrir dans l'enceinte des HUG une antenne de prévention et de soins pour les toxicomanes locaux;
- à accentuer/développer la campagne de prévention contre la drogue, notamment pour les adolescents.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La structure de prévention et de soins « Quai 9 » ne remplit plus sa mission.

En effet, aujourd'hui, nous constatons avec consternation que « Quai 9 » est devenu un centre d'achat de drogue dure qui draine des toxicomanes venus de toute la France et qui ne viennent à Genève que pour s'approvisionner en drogue et se l'injecter au « Quai 9 »!

**Nous avons appris que le responsable de la buvette du « Quai 9 » a été arrêté la semaine dernière pour être à la tête d'un important trafic d'héroïne établi en réseau !**

L'Etat a failli à sa mission avec la structure du « Quai 9 ». Il devient impérativement urgent de fermer cette structure qui porte atteinte aux Genevois et à l'image de Genève !

Cependant, il est également nécessaire de revoir une nouvelle structure afin de conserver un point de chute pour les toxicomanes locaux.

C'est pourquoi nous demandons que soit créée une antenne de soins et de prévention pour toxicomanes dans l'enceinte des HUG. Ce qui évitera aussi le ballet incessant des ambulances et du cardiomobile pour les victimes d'overdoses, puisque la structure médicale existera sur place !

Il est de notre devoir d'élus de ne pas tolérer des zones de non-droit et de ne pas accepter qu'une structure financée par l'Etat puisse importer des dealers et des toxicomanes de la France entière au motif de la zone de non-droit établie par un gouvernement irresponsable !

Il sied de préciser et de rappeler que les ordres de service pour les postes de police de Cornavin et de la Servette sont, sans équivoque, les suivants : « Nous devons fermer les yeux, ne pas appliquer le droit sur la LStup et laisser se développer le trafic de drogue en toute impunité ! »